

Conseil d'administration A21 – 3 du 26 novembre 2021

Délibération n°A21 -3-4

Objet: Budget 2021 rectificatif n° 1

Le Conseil d'Administration,

- vu le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 et notamment son article 11,
- vu le décret n° 2015-525 du 12 mai modifiant le décret n° 2006-1140,
- Vu les articles 175, 176 et 177 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu l'arrêté du 7 août 2015 relatif aux règles budgétaires des organismes,
- vu le rapport du Directeur Général,

Article 1

Le Conseil d'Administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 233 ETP et 233 ETPT
- 594 970 000 € d'autorisations d'engagement dont :
 - o 21 970 000 € en personnel
 - o 562 000 000 € en fonctionnement
 - o 11 000 000 € en investissement
- 582 770 000 € de crédits de paiement dont :
 - 21 970 000 € en personnel
 - 553 800 000 € en fonctionnement
 - o 7 000 000 € en investissement
- 568 798 243 000 € de prévisions de recettes
- -13 971 757 € de solde budgétaire



Conseil d'administration A21 – 3 du 26 novembre 2021

Article 2

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- 8 971 757 € de variation de trésorerie
- 135 028 243 € de résultat patrimonial
- 160 028 243 € de capacité d'autofinancement
- 173 028 243 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés au rapport présenté.

Le Président Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT Le Préfet de Région IDF, Préfet de paris Marc GUILLAUME

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux ou d'un recours administratif hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, le cas échéant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.